

**Commémoration de l'anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple : Le Roi Mohammed VI annonce des grâces royales**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 21 AOÛT 2024

1627

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Retrait AES-CEDEAO

Des efforts

diplomatiques pour prévenir

la désintégration de la CEDEAO



La lutte contre la corruption et la délinquance économique : Un enjeu majeur pour le Mali



Cours des Futurs Commandants d'Unité (CFCU) : Une cérémonie de remise des diplômes aux officiers stagiaires de la 2ème promotion au CIBSSK



# Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

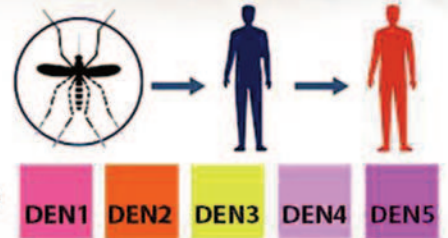


## CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



**5** sérotypes du virus de la dengue



## SYMPTÔMES

Temps d'incubation :  
4 à 10 jours après la piqûre



### DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux

- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

### DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

## TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible\*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



**ATTENTION** : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

## BONS CONSEILS & PRÉVENTION



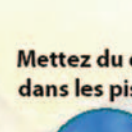
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue\*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

\*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.10



P.18



P.26



## / Une /



Retrait AES-CEDEAO : Des efforts diplomatiques pour prévenir la désintégration de la CEDEAO

P.4

## / Brèves /



L'Amicale pour le développement du cercle de Goundam (ADCG) :  
Renouvellement du bureau et engagement pour le développement local  
BVG : Rapport de Vérification de l'Office Malien de l'Habitat (OMH)  
Fonction publique de l'état : Un taux d'admission de 95%  
La Médiation Internationale et les Tensions Régionales en Afrique de l'Ouest : La crise entre l'Algérie et le Mali toujours tendue

P.8

P.9

P.9

P.10

## / Actualité /



La lutte contre la corruption et la délinquance économique : Un enjeu majeur pour le Mali  
Cours des Futurs Commandants d'Unité (CFCU) : Une cérémonie de remise des diplômes aux officiers stagiaires de la 2ème promotion au CIBSSK

P.13

P.15

## / Politique /



4 ans de la Transition : Des succès, malgré les défis  
Politique : EMAN soutient les initiatives de paix des autorités

P.18

P.21

## / Culture & société /



Divagation des animaux à Bamako : Indifférence incompréhensible des forces de sécurité installées à Sebénicoro

P.23

## / International /



Commémoration de l'anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple : Le Roi Mohammed VI annonce des grâces royales  
USA : Joe Biden soutient Kamala Harris lors de la convention d'investiture démocrate

P.25

P.26

## / Sport /



Sport : Les AET renforcent les liens fraternels.

P.27

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko





## Retrait AES-CEDEAO | Des efforts diplomatiques pour prévenir la désintégration de la CEDEAO

Le vice-président de la Chambre des représentants du Nigéria, Benjamin Kalu, a confirmé ce samedi 17 août que des mécanismes de diplomatie parlementaire sont en cours pour empêcher la désintégration de la CEDEAO suite au retrait annoncé du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Des missions du Parlement de la CEDEAO sont prévues dans ces trois pays membres de l'Alliance des États du Sahel.

Lors d'une réunion du comité conjoint du Parlement de la CEDEAO à Abidjan ce week-end, présidée par le vice-président Benjamin Kalu, celui-ci a évoqué la situation conflictuelle au

sein de l'organisation suite au préavis de retrait de trois de ses membres. Alors que les présidents sénégalais et togolais ont été mandatés par le sommet des chefs d'État de la CEDEAO pour mener des négociations, le Parlement de la CEDEAO s'engage également dans la résolution de cette crise.

Benjamin Kalu a souligné l'importance du dialogue pour permettre le retour des trois pays au sein de la CEDEAO. Il a mentionné l'envoi de lettres aux gouvernements concernés et a annoncé des visites de représentants parlementaires dans ces pays pour dialoguer avec les autorités. L'objectif est de convaincre le

Mali, le Niger et le Burkina Faso de rester au sein de la famille de la CEDEAO.

Le vice-président a exprimé sa préoccupation quant aux conséquences sur la sécurité régionale en cas de retrait de ces États. Il a cependant assuré que la stabilité financière de la CEDEAO ne serait pas compromise, soulignant les diverses sources de revenus de l'organisation telles que la taxe communautaire et les contributions des agences de développement.

En conclusion, Benjamin Kalu a affirmé la volonté du Parlement de tout mettre en œuvre pour maintenir l'unité et la force de la CEDEAO,





en déployant des efforts diplomatiques et en assurant la viabilité financière de l'organisation. Lorsqu'il s'agit de collecter des fonds pour le Parlement et la communauté, il existe en effet diverses méthodes qui peuvent être mises en œuvre. Il est important de diversifier les sources de financement pour assurer la

stabilité financière et l'indépendance des institutions. Parmi les méthodes courantes de collecte de fonds figurent les impôts, les taxes, les contributions des entreprises et des particuliers, les partenariats public-privé, les subventions gouvernementales et les dons philanthropiques.

En ce qui concerne le Parlement de la CE-DEAO, il est essentiel de renforcer son indépendance législative pour garantir son efficacité et sa légitimité. Cela peut passer par des réformes visant à améliorer la transparence, la responsabilité et la représentativité des processus décisionnels. Il est également crucial d'actualiser les lois régissant la CE-DEAO afin de les adapter aux évolutions du paysage politique et de répondre aux besoins changeants des citoyens et des États membres. Appels à la diplomatie internationale

Les appels émanant de personnalités politiques et de dirigeants mondiaux, invitant les pays de l'Union européenne à reconsidérer leur position, mettent en lumière l'importance de la diplomatie et du dialogue dans les relations internationales. Malgré les divergences d'opinions, il est crucial de rechercher des solutions pacifiques et concertées pour résoudre les conflits et encourager la coopération régionale.

**Yacouba Ongoiba**



## ■ Gandhi Malien -



#Gandhi Malien TV a reçu la visite guidée d'une délégation du Mouvement Yèrèwolo Debout sur les remparts à son nouveau studio. La délégation constituée des frères et camarades Bassaro SYLLA et Moussa DIARRA a encouragé notre équipe et a fait des bénédictions pour le nouveau studio, pour le Mali, l'ensemble de l'AES et même au delà. Nous leur disons : "merci".



## ■ Tes belles poèmes Africaine -



Rita Marley, la veuve de l'immortel Robert Nesta Marley ( Bob Marley ) le Pape du Reggae, a vécu plus de 20 ans au Ghana dans les années 1990, elle s'est installée au Ghana avec la famille de Bob Marley. En 2013, elle a demandé et obtenu la nationalité ghanéenne. Rita Marley porte désormais un nom ghanéen : Nana Afua Abodea. Elle a également une maison à Aburi, au Ghana. À Accra, au Ghana, Rita Marley a créé un studio en mémoire de son défunt mari, Bob Marley. Il s'agit du Studio One. Au Ghana, elle dirige une organisation à but non lucratif. Sa fondation, The Rita Marley Foundation, soutient des actions caritatives.

Nana Rita Marley a commencé sa carrière musicale au début des années 1960 en tant que chanteuse au sein du groupe exclusivement féminin The Soulettes, qui s'est produit avec les Four Tops, Johnny Nash et d'autres artistes de l'époque. Son single "One Draw", sorti en 1982, a connu un grand succès en Europe, mais Jamaïque a déclaré qu'il n'était pas adapté à la diffusion. One Draw a été le premier single reggae à atteindre la première place du Billboard Disco.



## ■ Youssouf Diallo



La logique aurait voulu que l'anniversaire du 18 août soit célébré sur le Boulevard de l'indépendance. Mais bon...

## ■ Mame Diarra Diop



Niger, Tchad et Mali, le Sahel n'échappe pas aux inondations. L'intensité des pluies résulte des changements climatiques  
@Giec

## ■ Infos en Afrique -



Revivez les moments clés du lancement officiel d'« ANGATA » Transport, une filiale d'IBI GROUPE, qui se distingue par l'introduction de véhicules 100 % électriques, dépourvus de filtres, et offrant une autonomie excédant les 300 kilomètres.

Créée par l'ingénieur malien Ibrahim Diawara à travers son groupe IBI SA, cette marque inaugure une véritable révolution en devenant la première marque automobile malienne spécialisée dans les véhicules électriques. Ces automobiles zéro émission établissent de nouveaux standards dans le secteur par leur autonomie remarquable. Ce lancement constitue une avancée majeure pour l'industrie automobile malienne, illustrant la capacité du pays à innover et à adopter des technologies durables. L'initiative de M. Ibrahim Diawara, en tant qu'innovateur, est également une source d'inspiration pour d'autres entrepreneurs et entreprises, ouvrant la voie vers un Mali plus écologique et prospère.



..Je ne cesserai de féliciter ce grand leader pour la réalisation de ce projet ambitieux. Son dévouement et l'impact positif d'IBI Group qui dépassent aujourd'hui les frontières du Mali, ayant des répercussions bénéfiques sur l'ensemble du continent. Ce projet mérite toute notre admiration et notre soutien les plus sincères.

Infos en Afrique



## ■ Tahirou J. Bah

Point de presse ce vendredi à partir de 16 h M5 - RFP. Une déclaration importante attendue Tahirou J Bah Président du Comité Stratégique



## ■ Kadhafi Diakité officiel

Koumassi : Un homme marié enceinte la servante de sa maîtresse .



## ■ Samuel Eto'o we love u -

Samuel Eto'o : Ils font déjà pitié . Si j'ai signé le contrat de Marc Brys par procuration c'est parce que quelqu'un est venu me souffler qu'il ne venait pas pour entraîner l'équipe nationale mais simplement , venir consolider la mafia qui est en perte de vitesse . L'homme bavard mon frère du village a dit que je ne devais plus sortir de chez moi pour aller au stade ni conseiller les jeunes mais si vous avez bien écouté ou lu Marc brys vous trouverez les mêmes propos dans son interview .

Je sais que mon Dieu qui m'accompagne fait peur à leurs petites loges . Rien que mon nom chasse leurs démons . Questions : Est-ce que Marc Brys est venu entraîner les Lions indomptables ou il est venu nous faire la morale ? Il sait bien que j'ai plus de la moitié des habitants du Cameroun comme Fans et super-fans entre lui et moi qui est écouté au Cameroun ou dans le monde ? Je reviens chez ma hiérarchie dire que le disque est rayé. Je vous ai



laissé la pelouse mais jusque là mon nom continue à sucrer dans vos bouches .

Vous allez prendre quoi pendant ou après moi ? C'est Dieu qui donne! Je n'irai jamais recruter un clochard pour partager ses miettes . Il s'en ira et nous resterons avec notre pays !

Je dépose ça ici J'ai seulement copié quelque part



## ■ Dramane Diarra



C'était moins de 48 h après le putsch contre IBK. Nous avons balisé la transition civile. Si seulement on nous avait écoutés : - Constitution non suspendue donc République et démocratie en place ; - gouverner par l'exemple : compétence, probité, justice, humilité ; - Rassembler tous les Maliens quelque soit leur obédience ; - Bannir les clubs de soutien ; - 2 ans de transition au maximum en s'interdisant de mentir aux Maliens ; - Respect de la loi et de la parole ; Etc. Hélas.

**Débat politique de Radio Kledu**

- Dramane Diarra président AGDM  
- Adama Ben Diarra M5 RFP  
- Ismaila Coulibaly IBK Kanu

**La Transition civile**  
Thème **et ses** 21H  
**institutions**

Ce Jeudi 20 août 2020 sur Radio Klédu et l'ensemble de son Réseau Synchronisé

## L'Amicale pour le développement du cercle de Goundam (ADCG) : Renouvellement du bureau et engagement pour le développement local

L'ADCG a récemment renouvelé son bureau lors d'une assemblée générale en présence des ressortissants du cercle. L'objectif principal de cette réunion était d'adapter l'amicale à la nouvelle organisation administrative et territoriale du pays.

Le président sortant, Issa Arsina CISSE, a souligné l'importance de cette assemblée générale pour le développement et le bien-être de la population du cercle. Il a expliqué que cette réorganisation était nécessaire pour s'aligner avec la nouvelle configuration administrative du pays, adoptée en février 2023, qui a entraîné la perte de trois communes pour le cercle de Goundam.

Le secrétaire général sortant, Moussa Ibrahim, a dressé le bilan des actions menées pendant son mandat. Il s'est félicité des initiatives de l'ADCG en faveur de la préservation du lac Faguibine, crucial pour la stabilité de Goundam. Il a également mentionné le soutien apporté aux paysans en fournissant des semences, ainsi que l'accompagnement des jeunes dans le domaine sportif. De plus, l'amicale s'est impliquée dans la résolution de la crise énergétique en apportant des contributions à des structures locales.

Cependant, le secrétaire général a regretté le faible taux de participation aux réunions et le non-paiement des cotisations des membres. Il a donc

proposé la mise en place d'un mécanisme de financement pérenne pour les activités de l'association.

Suite à la présentation du bilan, le bureau sortant a démissionné et une commission d'investissement, dirigée par l'ancien ministre Oumar Ibrahim TOURE, a été mise en place. En fin de compte, M. Issa Arsina CISSE a été reconduit à la tête d'une équipe restreinte de 8 membres pour poursuivre les actions de l'amicale au sein du cercle de Goundam.

Cet article met en lumière l'engagement de l'ADCG pour le développement et le bien-être de la population locale, ainsi que les défis auxquels l'association doit faire face pour assurer la pérennité de ses actions dans un contexte de changements administratifs et territoriaux. Selon les recommandations de l'assemblée, le noyau en question doit agir rapidement pour finaliser la liste du bureau afin qu'elle reflète de manière adéquate le cercle de Goundam. Il est essentiel que cette liste soit représentative de la diversité et des intérêts de la population locale.

Le président reconduit s'est montré heureux et reconnaissant envers l'ensemble du cercle pour la confiance renouvelée qui lui a été accordée. Il a salué et félicité l'assemblée pour cette marque de soutien. Il a également affirmé que, tout comme lors de son mandat précédent, son équipe travaillera avec dévouement et engagement pour servir au mieux les intérêts et les besoins de la population de Goundam.

M. CISSE, le président, a souligné que de nombreuses actions ont été menées durant le mandat écoulé, et il s'est engagé à poursuivre sur cette lancée. Il a promis de continuer à œuvrer pour le bien-être et le développement de la communauté, démontrant ainsi sa volonté de persévérer dans la réalisation des objectifs fixés.

Fatou Sissoko



WWW.MALIKILE.COM



## BVG : Rapport de Vérification de l'Office Malien de l'Habitat (OMH)



Le Vérificateur général a récemment lancé une mission de suivi des recommandations découlant de l'audit financier de la gestion de l'Office Malien de l'Habitat (OMH) pour les exercices 2016, 2017, 2018 et une partie de 2019. Selon le rapport publié le 4 mars, le taux de mise en œuvre des recommandations est évalué à 88%. Sur les 17 recommandations formulées à la suite de l'audit financier de 2019, 14 ont été entièrement mises en œuvre, 2 partiellement mises en œuvre et 1 sans objet. Cette performance a conduit le Vérificateur à qualifier le niveau de mise en œuvre des recommandations de "très satisfaisant".

L'objectif de cette vérification était de suivre la mise en œuvre des recommandations émises suite à l'audit financier de la gestion de l'OMH réalisée en 2019. Il visait à garantir que les recommandations initiales étaient effectivement mises en œuvre et que les faiblesses identifiées étaient corrigées.

Parmi les recommandations entièrement mises en œuvre, on peut citer notamment : l'immatriculation des véhicules acquis au nom de l'OMH, l'établissement d'un cadre de fonctionnement des comptes budgétaires, les achats effectués avec des fournisseurs agréés, la tenue de la comptabilité-matières conforme à la réglementation en vigueur, l'élaboration de plans de formation annuels, le respect des procédures d'achat et de DRPR, etc.

Le Vérificateur général a également souligné que le Directeur Général de l'OMH veille au respect des dispositions contractuelles par les promoteurs immobiliers, notamment en ce qui concerne la fourniture de véhicules pour le suivi des travaux de construction des logements. Il a également noté la conformité de l'approvisionnement de la régie d'avances et le respect des textes régissant le fonctionnement des régies de recettes et d'avances, ainsi que le paiement des frais de formation sur la base des pièces justificatives requises.

En outre, le respect du manuel de procédures des dépenses publiques, la justification des dépenses dans les délais réglementaires, l'exigence des factures comportant toutes les mentions obligatoires, ainsi que le respect des textes régissant le seuil de passation des marchés publics par la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ont été appréciés par le Vérificateur général.

Mohamed N'Diaye

## Fonction publique de l'état : Un taux d'admission de 95%



À u concours direct de recrutement au titre de l'exercice budgétaire 2023, au total, 1.417 admis dont 479 femmes et 22 personnes en situation de handicap, soit un taux d'admission de 95%, a annoncé ce samedi 17 août 2024, le ministre du travail, de la fonction publique et du dialogue social, dr Fassoun Coulibaly, à la faveur d'un point de presse tenu, dans les locaux de son département. C'était en présence du directeur du centre national de concours de la fonction publique, Dr Issiaka Coulibaly.

Dans son propos, Dr Fassoun COULIBALY, a expliqué que les candidats étaient au nombre de 66.061 inscrits contre 63.677 en 2021. Les postulants dans 111 spécialités étaient répartis entre les catégories A, B2, B1 et C, dans les secteurs tels que la construction civile, l'administration générale, les Douanes, l'agriculture et le génie rural, les impôts, l'informatique et les Affaires étrangères. Par contre, Dr Fassoun Coulibaly a signalé que 44 faux diplômes ont été décelés suite à la vérification de ces documents avant de promettre que ces diplômes seront transmis à la justice. Aux dires du ministre, ce concours a enregistré un taux de participation de 81,49%.

Sur les 1489 postes à pourvoir, selon lui, 72 sont restés vacants dont trois pour défaut de candidature et 69 pour insuffisance de moyenne, c'est-à-dire que les candidats n'ont pas pu avoir 10/20 pour être admis. Il a signalé que parmi les postes non pourvus, figuraient le machinisme agricole, le pastoralisme, la documentation, les eaux et forêts, la cardiologie, l'optométrie et la psychiatrie.

Par ailleurs, Dr Fassoun COULIBALY a informé que ces futurs fonctionnaires de l'Etat seront ajoutés au quota des concours de l'année 2024. Le ministre a parlé de certaines innovations à savoir, selon lui, le instauration de la cotation des copies afin de renforcer la transparence dans la correction, le changement du mode de choix des sujets. Il a ajouté que les admis seront mis à la disposition du ministère chargé de la Construction citoyenne pour le Service national des jeunes.

Quant au du Centre national de concours de la Fonction publique, Dr Issiaka COULIBALY, il a fait savoir que les résultats ont été publiés, pour la première fois, avec les moyennes qui vont de 10 à 18 sur 20. Selon le Dr. Issiaka Coulibaly, il y avait 1489 postes à pourvoir. On a eu 1417 postes pourvus. Le Directeur, M. COULIBALY a révélé qu'il avait manqué 72 postes non pourvus. Enfin, le directeur a expliqué que pour être admis, « il fallait avoir 10 des moyennes. Donc ces 72, bien qu'il y ait des postes, n'ont pas pu obtenir les 10 des moyennes », a-t-il conclu.

Par SABA BALLO / INFO MATIN

## La Médiation Internationale et les Tensions Régionales en Afrique de l'Ouest : La crise entre l'Algérie et le Mali toujours tendue

La Russie s'efforce depuis plusieurs semaines de rapprocher l'Algérie, son client historique, et le Mali, son protégé, dont les relations sont de plus en plus tendues en raison de la gestion de la crise sécuritaire entre Bamako et les rebelles Touaregs dans le nord du Mali. L'Algérie était le principal médiateur dans cette région instable. En janvier 2024, les autorités de la transition au Mali ont annoncé la résiliation immédiate de l'accord d'Alger crucial, signé en 2015 avec les groupes indépendantistes du nord du pays, dans le but de stabiliser la nation. Le Mali a justifié cette décision par un changement de posture de certains groupes signataires de l'accord, ainsi que par des actes hostiles et une manipulation de l'accord de la part des autorités algériennes, qui étaient en charge de la médiation.

Parmi les reproches adressés à l'Algérie par le gouvernement malien, on retrouve l'hébergement de représentations de groupes signataires de l'accord de 2015 devenus des acteurs terroristes. Le Mali exige donc que les autorités algériennes mettent fin à leur hostilité.

L'accord d'Alger était déjà en péril depuis la reprise des affrontements en 2023 entre l'armée malienne et les groupes indépendantistes touaregs du Nord, suite au retrait de la mission des Nations unies (Minusma) décidé par les autorités maliennes. Le président de la transition, le co-

lonel Assimi Goïta, avait également annoncé la mise en place d'un dialogue direct inter maliens, sans médiation internationale, ce qui avait fragilisé davantage l'accord d'Alger. Par ailleurs, le Mali a rompu ses relations avec l'Ukraine le 4 août dernier, suite à des allégations selon lesquelles des responsables ukrainiens auraient fourni des renseignements à des groupes terroristes à Tinzawaten. Cette affaire a mis en lumière l'implication du service de renseignement militaire ukrainien (GUR) dans les opérations des forces armées de l'Azawad.

En réaction à ces événements, les autorités russes ont publiquement reproché à leurs homologues algériens de ne pas avoir coopéré avec les services secrets russes et de ne pas avoir surveillé une région située à proximité des frontières algériennes. Cette situation souligne les tensions croissantes entre l'Algérie, le Mali et d'autres acteurs internationaux, mettant en péril la stabilité et la sécurité dans la région.

La situation décrite met en lumière des allégations graves concernant des activités diplomatiques et militaires impliquant la Russie, l'Algérie, les États-Unis, l'Ukraine, le Mali et les rebelles Touaregs. Les autorités russes soupçonnent l'Algérie d'avoir autorisé, sous pression américaine, le passage d'avions transportant des agents paramilitaires ukrainiens vers le nord du Mali, près des frontières algériennes. Cette implication soulève des tensions entre l'Algérie et la Russie, en raison du rôle ambigu que le régime algérien jouerait dans le renforcement des capacités de défense des rebelles Touaregs.

Ibrahim Sanogo







# CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

## MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie  
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés  
qui affilient et enrôlent frauduleusement  
des personnes non assujetties au  
Régime d'Assurance Maladie  
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO  
à des individus qui ne remplissent  
pas les conditions requises pour des  
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM  
a porté plainte contre deux sociétés qui  
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables  
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat  
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens  
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **NO VERT** **80 00 2222**



# La lutte contre la corruption et la délinquance économique : Un enjeu majeur pour le Mali



La Direction Générale du Contentieux de l'État (DGCE) a récemment organisé une journée d'information et d'échanges au Centre International de Conférences de Bamako (CICB) sous la présidence du Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, en présence du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Mamoudou Kassogué, ainsi que du Directeur Général, Badou Hasseye Traoré, et de nombreux invités.

Lors de cet événement, le Directeur Général du Contentieux de l'État, M. Badou Hasseye Traoré, a souligné l'importance de la lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière. Il a rappelé que ces fléaux constituent des préoccupations majeures pour les autorités du pays, en raison de leurs impacts négatifs sur le développement et la vie

publique en général. Il a également souligné que la lutte contre la corruption est un défi collectif qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de la société, y compris les structures de contrôle, la justice et la société civile.

M. Traoré a mis en avant le rôle spécifique de la DGCE en tant qu'administration publique chargée de défendre les intérêts de l'État et des organismes publics. Il a souligné que la DGCE n'est ni une structure de contrôle, ni une juridiction, mais qu'elle joue un rôle essentiel dans la prévention et la répression des actes de corruption et de délinquance économique en défendant les intérêts de l'État.

La journée d'information et d'échanges a permis de mettre en lumière les actions menées

par la DGCE et les défis auxquels elle est confrontée dans sa mission de lutte contre la corruption. Les échanges ont également permis de formuler des recommandations pertinentes pour renforcer l'efficacité des actions de la DGCE et améliorer la coopération avec les autres acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption.

En conclusion, cette journée a été l'occasion pour la DGCE de réaffirmer son engagement en faveur de l'intégrité et de la transparence dans la gestion des affaires publiques, et de souligner l'importance de la collaboration entre les différentes structures et acteurs pour lutter efficacement contre la corruption et la délinquance économique. L'article expose la vision de Traoré sur l'impact de la corruption et de la délinquance financière sur l'État, sou-

lignant que ces pratiques entraînent une perte de ressources publiques qui devraient normalement servir à répondre aux besoins d'intérêt général. Ainsi, l'action de la Direction Générale du Contentieux de l'État (DGCE) vise à recouvrer le préjudice causé à l'État par le détournement de ces ressources vers des intérêts privés. La DGCE a pour mission de protéger les biens et les intérêts de l'État au cours des procédures judiciaires, notamment en veillant à ce que les condamnations pécuniaires au profit de l'État soient effectivement recouvrées. Le rôle du Contentieux de l'État dans la défense des intérêts publics

Le premier responsable du Contentieux de l'État souligne l'importance accordée par la structure à la défense des intérêts de l'État et à la sauvegarde de ses biens, en renforçant sa participation aux procédures judiciaires liées à la délinquance économique et financière, tout en améliorant la collaboration avec les organes de contrôle. Il met en avant les initiatives prises dans ce sens pour assurer une meilleure protection des intérêts de l'État.

Le ministre en charge de la Justice insiste sur l'engagement du gouvernement malien dans

la lutte contre la corruption, intégrant cette problématique dans son Plan d'action dès le début de la Transition. Il souligne l'implication du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme dans la recherche de solutions structurelles, institutionnelles, organisationnelles et fonctionnelles pour lutter contre ce fléau. Le ministre Kassogué met en avant le rôle central de la coordination, de la vigilance, du conseil et de l'assistance de la DGCE pour accompagner les entités publiques dans la gestion de leurs litiges et la protection des intérêts de l'État.

Enfin, le ministre Kassogué souligne l'importance de la synergie entre les différents acteurs pour lutter efficacement contre la corruption et la délinquance économique et financière, mettant en avant le rôle essentiel de la DGCE dans cette lutte collective. Le discours d'ouverture du Premier ministre met en avant le rôle central de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCE) en tant que service public chargé de défendre les intérêts de l'État et de ses représentations devant les instances juridictionnelles. La DGCE est également responsable de la protection

des biens patrimoniaux de l'État et de l'exécution des décisions de justice. Suite à des procédures judiciaires favorables, la DGCE doit entreprendre des actions pour appliquer les décisions prises, y compris le recouvrement des fonds détournés.

Le Chef du Gouvernement a souligné l'importance qu'il accorde aux conclusions issues des réflexions et des échanges de cette Journée. Il est donc attentif aux recommandations qui seront faites à l'issue de ces discussions.

Au cours des échanges, la DGCE a présenté sa démarche pour défendre les intérêts de l'État dans le domaine spécifique de la lutte contre la corruption. Elle a exposé ses préoccupations, les difficultés rencontrées dans les procédures et l'exécution des décisions, ainsi que ses attentes vis-à-vis des autres parties impliquées. Ces échanges visent à renforcer la lutte contre la corruption et à améliorer l'efficacité des actions menées par la DGCE dans ce domaine crucial pour l'intégrité et la transparence de la gestion publique.

**Arouna Sidibé**





# Cours des Futurs Commandants d'Unité (CFCU) : Une cérémonie de remise des diplômes aux officiers stagiaires de la 2ème promotion au CIBSSK



Photo DIRPA

Le vendredi 16 août 2024, s'est déroulée la cérémonie de remise des diplômes aux officiers stagiaires de la 2ème promotion du Cours des Futurs Commandants d'Unité (CFCU) au Centre d'Instruction Boubar Sada SY de Koulikoro (CIBSSK). Sous la présidence du Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA, cette cérémonie a rassemblé les Chefs d'Etat-major, les Directeurs de Services et diverses autorités politiques, administratives, ainsi que les parents des officiers stagiaires.

Durant 5 mois, 100 officiers stagiaires, incluant 6 personnels féminins, provenant de diverses armes et directions de service, ont suivi

une formation en deux parties distinctes. La première phase, d'une durée de deux mois, a permis aux stagiaires de développer leurs compétences tactiques interarmes. Ils ont ainsi acquis les connaissances nécessaires pour coordonner efficacement les différentes armes au sein d'une unité. La seconde partie de la formation a été axée sur la spécialisation, visant à approfondir les compétences spécifiques requises pour le poste de Commandant d'Unité.

Le Colonel Aboubacar SERME, Commandant de l'Ecole d'Application des Officiers, a souligné l'engagement exemplaire de la 2ème promotion du CFCU tout au long de cette

formation intensive. Les stagiaires ont été formés sur des sujets variés tels que la tactique, la topographie, l'armement, la pédagogie, le leadership, ainsi que sur des enjeux contemporains comme le terrorisme, le trafic de stupéfiants, la communication opérationnelle et le droit international humanitaire. Chaque officier stagiaire a acquis les connaissances nécessaires dans sa spécialité pour assumer pleinement ses responsabilités de futur Commandant d'Unité.

Le Colonel SERME a mis en avant la participation des officiers stagiaires à l'exercice de synthèse Meguettan II en tant que Commandants de sous groupement tactique inter-





armes, soulignant que cette expérience renforcera leurs capacités opérationnelles. Il a conclu en soulignant que ces officiers seront les ambassadeurs des valeurs de l'armée, faisant preuve de courage, de dévouement et de discipline dans l'exercice de leurs fonctions.

Cette cérémonie de remise des diplômes marque une étape importante dans la carrière de ces officiers stagiaires, qui sont désormais prêts à relever les défis qui les attendent en tant que futurs leaders au sein des Forces Armées maliennes. Le discours du Directeur des Écoles Militaires, le Général de Brigade Moussa Yoro KANTÉ, met en avant l'importance de la formation continue des officiers pour renforcer leurs compétences et leurs expériences précédentes dans le domaine militaire. Il souligne que le Cours des Futurs Commandants d'Unité constitue une étape cruciale pour développer les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à une gestion efficace d'une compagnie ou d'un Sous Groupement Tactique Interarmées (SGTIA).

### **Le Général KANTÉ et l'adaptation des programmes de formation**

Le Général KANTÉ met également l'accent sur l'objectif d'ajuster les programmes de formation en fonction des réalités du terrain afin de proposer des améliorations concrètes aux procédures existantes. Les officiers stagiaires ont ainsi réussi à expérimenter avec succès le rôle de Commandant des sous GTIA, les confrontant ainsi aux défis physiques et opérationnels auxquels ils pourraient être confrontés sur le terrain.

### **Accroître l'interopérabilité des forces armées maliennes**

Cette formation vise également à renforcer l'interopérabilité des forces armées maliennes en consolidant la coopération opérationnelle avec les alliés de l'Alliance des États. Le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA, souligne que cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à

spécialiser chaque officier dans son domaine d'expertise pour une meilleure efficacité de commandement.

### **Renforcer la coopération et l'intégration des Forces Armées Maliennes (FAMa)**

En outre, l'ouverture de cette formation répond à la nécessité de renforcer la coopération et l'intégration des Forces Armées Maliennes (FAMa) en mutualisant les moyens de formation pour faire face aux défis sécuritaires actuels. Les officiers formés seront ainsi appelés à mettre en pratique les connaissances acquises dans des domaines tels que la contre-insurrection, la lutte contre le terrorisme, la gestion de la violence, la sécurisation et l'assistance aux populations locales.

**Yacouba Ongoiba**





Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



# 4 ans de la Transition : Des succès, malgré les défis

**4** ans après le coup d'État contre le régime de feu Ibrahim Boubacar Keïta, le bilan de la transition n'est pas très élogieux, en dépit des initiatives porteuses d'espoir et d'espérance. Les promesses du projet de société de l'instauration du Mali Kura pour marquer la rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance sont loin du compte. Malgré l'espoir suscité, elles demeurent, à ce jour, un rêve dans un contexte où la lutte contre le terrorisme s'enlise, l'ampleur de la corruption ne semble pas diminuer...

Le 18 août 2020, la mobilisation populaire contre le régime de feu Ibrahim Boubacar Keïta a été parachevée par les militaires après plusieurs mois de protestation à Bamako et à l'intérieur du pays. Cette mobilisation visait à dénoncer, entre autres : la mauvaise gouvernance, la soif de la justice, la cherté de la vie, la dégradation de la sécurité dans un contexte

où le front social était également en ébullition. Et le soir de la démission forcée du feu Ibrahim Boubacar Keïta, les militaires auteurs du coup d'État nuitamment font une déclaration à la télévision nationale pour peindre en noir les 7 ans de gouvernance d'IBK.

Selon eux, tout est à revoir et à refonder pour se départir des pratiques qui ont affaibli l'État à cause d'une gouvernance non sincère et la prise en otage de l'appareil de gestion par quelques individus.

Maintenant, qu'ils sont au pouvoir depuis quatre ans, où en sommes-nous ? Quel est l'état du Grand corps qu'ils ont diagnostiqué malade ? Les promesses ont-elles été honorées ?

Comme en 2013 avec l'élection d'IBK, l'arrivée des jeunes officiers au pouvoir a donné de l'espoir à une franche importante de la population, à travers la promesse d'instauration d'une po-

litique de gouvernance vertueuse pour marquer la rupture avec l'ancien système jugé corrompu donc pas susceptible d'amorcer le développement auquel les Maliens aspirent depuis des décennies.

Le fondement de ce projet de société de la transition se repose sur la refondation du Mali Kura, un slogan inspiré du Mouvement du 5 juin Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) dont la cohésion n'a pas su résister aux appétits individuels de ses leaders.

## Le cap de la diplomatie de réciprocité

Prônant un discours souverainiste et nationaliste, à travers les trois principes du président Assimi Goïta, la transition a opéré un changement de paradigme dans sa coopération avec des partenaires dits traditionnels notamment la France.

Avec l'ancienne puissance coloniale, le pays n'est pas loin d'une rupture diplomatique après avoir chassé les soldats de Barkhane et les forces européennes de Takuba, ainsi que l'Ambassadeur de France à Bamako. Et en faisant la "réciprocité", un modèle de réactivité, le







Mali s'est fait remarquer par sa diplomatie sur la scène internationale avec des discours contre le néocolonialisme que des pays de l'Occident souhaitent voir prospérer en Afrique de l'ouest. Le changement de cap s'est également opéré lorsque les autorités ont décidé de se tourner vers la Russie, sur le plan militaire, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme après l'échec des forces étrangères. Conséquences : les relations sont devenues plus tendues entre le Mali et plusieurs de ses partenaires. En quatre ans, ces situations ont conduit le Mali à prendre des décisions de sanction pour fustiger l'ingérence dans sa politique interne en dénonçant notamment : la relecture de l'accord de défense entre le Mali et la France. Aussi, il a renvoyé certaines missions diplomatiques sur le territoire national à savoir : le renvoi du représentant de la CE-DEAO au Mali, l'expulsion de l'ambassadeur français au Mali, la suspension des médias français au Mali (RFI, Fr24) ; le renvoi de la force française Barkhane, le renvoi de la force européenne Takuba, le renvoi de la force Onusienne Munisma, le retrait du G5 Sahel en raison de son instrumentalisation, le retrait de la CEDEAO, la dénonciation de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus

d'Alger. En revanche, les autorités ont réussi, pendant cette période, à renforcer certaines coopérations et à diversifier leurs partenaires. En résumé, les quatre ans de la transition n'ont pas été que l'inimitié et l'adversité diplomatique. Les souffrances de la population. Sur la gestion de la politique interne, les résultats sont encore loin des promesses. En quatre ans de gestion, malgré la résilience et le soutien populaire à la transition, la population a encore soif de justice. Le panier de la ménagère devient de plus en plus cher. Les entreprises privées sont frappées de plein fouet par les conséquences de la turbulence économique et de la crise énergétique qui secoue le pays depuis une année. Sans aucune assistance, des entreprises se ferment ou tournent à mi-temps, faute de mettre les clés sous le paillason. Dans ces conditions, il est difficile pour les autorités d'honorer leurs engagements de développement. Alors que certains murmurent leur souffrance, de nombreux chantiers sur la refondation du Mali Kura ont été engagés par les autorités. Grâce à eux, le gouvernement en matière de conduite de réformes politiques et institutionnelles a, sans conteste, réussi la tenue du référendum constitutionnel le 18 juin 2023, la tenue des

Assises Nationales de la Refondation (ANR) du 27 au 30 décembre 2021 et la tenue du Dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation du 6 au 10 mai derniers. L'incompréhension sur l'organisation des élections. Cependant, quant à l'organisation des élections, la transition a galvaudé ses engagements en repoussant à deux reprises l'échéance des consultations électorales en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel. De légers retards, on assiste finalement à une prorogation de fait de la transition au motif que les données avaient été confisquées par une entreprise française. Si les experts en informatique ont pu récupérer ces données, qu'est-ce que le gouvernement attend pour démarrer le processus d'organisation du scrutin présidentiel ? En tous cas, après avoir réussi l'organisation du référendum sur la nouvelle constitution adoptée en juin 2023, l'une des priorités devait être le retour à l'ordre constitutionnel. Malgré les efforts, la corruption gangrène la lutte contre la corruption, demeure l'un des piliers essentiels de la refondation de notre pays.

Des lois ont été prises et modifiées tout en y mettant des gardes-fous contre la corruption.



Depuis des années, des arrestations des cols blancs se poursuivent pour détournement des deniers publics dont les montants s'élèvent à des dizaines de milliards de FCFA. Malgré tout, cette pratique constitue l'un des défis pour notre pays comme l'illustrent les différents rapports du Bureau de Vérificateurs généraux (BVG). Ce dernier relève, par an, dans ses rapports des milliards de F CFA engloutis dans la magouille dans un pays où tout est priorité. Par ailleurs, si des Maliens ont apprécié l'ouverture de la Cour spéciale sur les dossiers de corruption et de délinquance économique et financière en cours depuis le lundi 1er juillet 2024 à Bamako, en revanche, ils ont déploré l'absence de certaines affaires majeures. Il s'agit notamment des dossiers de l'Assemblée nationale, de l'avion présidentiel et des équipements militaires, de l'affaire de Sécuriport, de l'EDM et celle de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), entre autres. Tous ces dossiers sont liés aux atteintes des biens publics. Dans tous les cas, la transition a moins le courage d'ouvrir l'instruction sur

des grands dossiers de détournements de fonds. Les FAMA rassurent leurs missions Sur le plan militaire et de la lutte contre le terrorisme, il fait presque l'unanimité. La dynamique enclenchée a véritablement contribué à renforcer la capacité opérationnelle des forces armées maliennes citées parmi les armées les plus équipées de la CEDEAO. Grâce à ces moyens, les FAMA qui ont adopté des postures offensives font la fierté de notre pays. La preuve : en quatre ans, l'essentiel du territoire demeure dans le giron de notre pays. Et, les FAMA poursuivent la conquête d'autres localités occupées par les séparatistes et leurs alliés des groupes terroristes désormais soutenus par l'Ukraine. Trois ans après la rectification, on peut dire que l'intégrité du territoire national n'est pas loin d'être restaurée, la paix et la sécurité reviennent progressivement avec la reprise de Kidal ; "Les forces de défense et de sécurité assurent et accomplissent leurs missions sacrées au satisfaction des populations qui sont aujourd'hui fières de leur armée. Toutefois, ces prouesses ne doivent pas oublier

aux autorités que la paix et la réconciliation passent nécessairement par le dialogue avec les groupes séparatistes, comme conseillé par le général Yamoussa CAMARA, Housseini Amion GUINDO et Ousmane Madane HAIDARA. « Des victoires ont été enregistrées çà et là. La victoire n'est pas un objectif politique. Or, la paix est un objectif politique. On ne parviendra jamais à la paix par la victoire militaire. Seulement, elle permet de circonscrire des menaces », avait alerté Yamoussa CAMARA. A ce jour, le processus du dialogue et de la réconciliation semble être bloqué malgré le Dialogue inter-Maliens (DIM) qui a été bis repetita des Assises nationales de la refondation. Il ne s'agissait pas à travers le DIM de jeter la pierre au passé, mais juste de donner toutes ses chances à un dialogue direct inter-Maliens pour la paix et la réconciliation.

**PAR SIKOU BAH  
INFO MATIN**



# Politique : EMAN soutient les initiatives de paix des autorités

Enfin, nous réitérons notre engagement indéfectible et notre disponibilité constante en faveur des initiatives visant à assurer la paix, la sécurité et la stabilité au Mali et dans le Sahel. C'est ce qu'a déclaré le Président d'EMAN.

Selon une déclaration du président Makan Kanoute du Mouvement Ensemble Pour un Mali Nouveau (EMAN) concernant la protestation contre le soutien de l'Ukraine au terrorisme dans le Nord du Mali suite aux récentes attaques contre les Forces armées de défense et de sécurité du Mali à Tin Zaouatène, son mouvement réaffirme son engagement patriotique envers les autorités de transition.

Pour l'EMAN, c'est avec stupeur et consternation qu'ils ont appris les violentes attaques survenues à Tin Zaouatène le 02 Août 2024, ayant entraîné de nombreuses pertes en vies humaines, des déplacés internes et d'importants dégâts matériels. Alors que le peuple malien pleurait ses morts et se préparait à faire son deuil, Monsieur Andriy Yusov, porte-parole de l'agence ukrainienne de renseignement militaire, a avoué l'implication de l'Ukraine dans cette attaque lâche, traître et barbare. En outre, Monsieur Yurii Pyvovarov,

Ambassadeur de l'Ukraine au Sénégal, a ouvertement et sans équivoque affiché le soutien de son pays au terrorisme international, notamment au Mali.

Face à ces événements, EMAN déplore le silence assourdissant de la communauté internationale face à cette apologie de la terreur contre les forces de défense d'un pays qui mène une lutte acharnée contre le terrorisme menaçant la sécurité sur son territoire et dans tout le Sahel. De plus, ces officiels ukrainiens ont annoncé d'autres "résultats" à venir.

Pour le Président de l'EMAN, M. Makan Kanoute, ces affirmations sont d'une extrême gravité, n'ayant fait l'objet d'aucun démenti officiel ni d'une condamnation de la part des autorités ukrainiennes, et démontrent un soutien officiel du Gouvernement ukrainien au terrorisme en Afrique, au Sahel et plus précisément au Mali. Leur mouvement exprime sa profonde préoccupation face à cette constatation accablante. Condoléances et désapprobation envers les dirigeants ukrainiens

Le texte condamne fermement et déplore l'attitude des dirigeants ukrainiens, dont la velléité affichée vise à saboter les efforts de



stabilisation du gouvernement malien. Cette agression perpétrée par l'Ukraine s'inscrit dans un schéma plus large impliquant certains acteurs qui soutiennent activement et instrumentalisent les groupes armés terroristes, alliés à des groupes rebelles, dans le but de poursuivre des objectifs hégémoniques et néo-coloniaux, et de contrecarrer l'élan d'émancipation, de reconquête de la souveraineté et de développement socio-économique initié par le Mali et la Confédération des États du Sahel (AES). Il condamne vigoureusement leur comportement et en appelle aux pays amis et partenaires du Mali pour faire de même, car la sécurité du Sahel et la paix dans la région ouest-africaine sont en jeu.

## Engagement envers la souveraineté du Mali

Saluant les déclarations de l'État malien, nous réaffirmons notre attachement indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Mali. Nous réaffirmons le droit de tout État souverain à déterminer son propre avenir et ses dispositions en matière de sécurité. Nous soulignons que toute ingérence étrangère dans les affaires internes du Mali ne fera qu'aggraver les tensions dans le nord du pays. Enfin, nous réitérons notre engagement indéfectible et notre disponibilité constante en faveur des initiatives visant à garantir la paix, la sécurité et la stabilité au Mali et dans le Sahel. C'est ce qu'a conclu M. Makan Kanoute dans sa déclaration de soutien.

**Bokoum Abdoul Momini**





## COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur) :**

### Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

### Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

### Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

**OUSMANE KARIM COULIBALY**  
Directeur Général  
Chevalier de l'Ordre National



# Divagation des animaux à Bamako : Indifférence incompréhensible des forces de sécurité installées à Sebénicoro

L'assainissement de la ville de Bamako est un véritable casse-tête pour les autorités. En plus de maintenir la propreté, l'établissement de l'ordre sur les voies principales de circulation routière devrait faire partie de leur mission. La divagation des animaux sur le Boulevard Mohamed VI au niveau de Sebénicoro est préoccupante.

L'hivernage à Bamako est une période où les voies sont inondées d'eaux de ruissellement qui s'échappent des caniveaux obstrués par les déchets de toute sorte. En plus de cela, il nous est revenu de constater que des animaux

ont élu domicile sur des voies principales de circulation routière. C'est le cas du quartier de Sebénicoro. Depuis quelques temps, des groupes de bœufs s'installent sur le Boulevard Mohamed VI. Le hic est que ce "domicile" choisi par ces bêtes est situé en face de l'agence BMS (Banque malienne de solidarité) entre le commissariat de police de Sebénicoro (ex-commissariat de police du 9<sup>e</sup> arrondissement) et le poste de sécurité installé au rond-point où se termine ce boulevard. Au niveau de ce carrefour, toutes les forces de sécurité sont représentées : police nationale, gendarmerie nationale, protection civile, douanes...

Les agents de sécurité du poste vaguent tranquillement à leurs occupations et ne se soucient même pas de faire sortir les animaux de la voie. Il en est de même pour les policiers qui font des va-et-vient au niveau de leur commissariat. N'ont-ils pas remarqué cette anomalie ? Pas si sûr ! Leur vigilance devrait être décuplée surtout que récemment les autorités de la transition ont publié un texte relatif aux contraventions de la circulation routière. Il s'agit de l'arrêté interministériel N°2024-2477/MTI-MJDH-MSPC-MEF-SG du 25 juillet 2024. L'article 21 de cet arrêté traite de la divagation des animaux en punissant l'infraction d'une amende de 5000 F CFA.

## Quid de cet arrêté ?

Ce texte classe les contraventions en trois catégories : les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe, celles de seconde classe et de troisième classe. Les contraventions de première classe sont relatives à deux types d'infractions. Le premier type est constitué par les infractions relatives aux règles des cycles, des cyclomoteurs, des vélomoteurs, des motocyclettes, des tricycles, des quadricycles et de leurs équipements. Ce sont entre autres la pneumatique en mauvais état, le dispositif de frei-



nage, l'avertisseur sonore, le système d'éclairage. Le second type est constitué d'infractions relatives aux règles concernant la conduite des véhicules, des animaux et les conditions administratives des véhicules et de leurs conducteurs. Parmi ces infractions, on peut citer le chevauchement d'une ligne continue, la rupture d'une colonne ou d'un cortège en marche, l'encombrement du poste de conduite du véhicule, etc. Les amendes forfaitaires prévues en cas de commission de contraventions de première classe coûtent 500 F CFA pour les cycles et cyclomoteurs et 1000 F CFA pour les autres véhicules. Les contraventions de deuxième classe sont constituées elles aussi de deux types d'infractions. Le premier concerne les véhicules eux-mêmes et leur équipement. Il s'agit entre autres de la pneumatique en mauvais état, l'absence ou la défectuosité d'essuie-glace, l'émission excessive de fumées, gaz toxique, corrosif ou odorant, le véhicule transformé non soumis à une réception. Pour le second type d'infractions, ce sont des infractions aux règles concernant la conduite des véhicules, des animaux et les conditions administratives de circulation des véhicules et de leurs conducteurs. Il s'agit par exemple du non-respect du sens imposé à la circulation, du refus de serrer à droite lors d'un

dépassement, de la conduite sans casque de protection pour les cyclomoteurs, les vélomoteurs, les tricycles, les quadricycles, le non-respect des règles de priorité, le transport des enfants de moins de 10 ans aux places avant de tous les véhicules, la vitesse excessive, etc. Les amendes forfaitaires prévues pour les contraventions de deuxième classe sont de 5000 F CFA pour les vélomoteurs, les motocyclettes, les tricycles et les quadricycles; 6000 F CFA pour les véhicules légers et 6500 F CFA pour les véhicules poids lourds. Les contraventions de troisième classe sont des infractions concernant la conduite des véhicules et les conditions administratives de circulation des véhicules et de leurs conducteurs. Ce sont, entre autres, l'usage d'autorisation ou de pièces administratives exigées pour la circulation d'un véhicule à moteur ou remorqué périmées ou annulées, l'absence de plaques d'immatriculation, l'usage du téléphone en conduite, la surcharge des véhicules de transport public de personnes. Pour cette troisième classe de contraventions, les amendes sont de 15000 F CFA pour les véhicules légers et 18000 F CFA pour les véhicules poids lourds.

À souligner que l'application de ce texte est une préoccupation des autorités nationales.

En effet, le ministre de la sécurité et de la protection civile a prévenu ses éléments à travers une sévère mise en garde. Dans un communiqué publié courant le week-end passé, il en appelle à un fort esprit patriotique et à un engagement accru de la part des Forces de Sécurité appelées à relever le défi qu'est la digitalisation du paiement des contraventions. Il rappelle l'irréversibilité de cette digitalisation qui requiert à la fois de la vertu et de la probité pour ce qui est des Forces de Sécurité commises à cet effet. Ainsi, ajoute-t-il dans son communiqué, que tout manquement au devoir, ou comportement malicieux tendant à contourner la procédure édictée dans le paiement digital ne saurait rester sans conséquence et sera sanctionné avec la dernière rigueur. "C'est pourquoi, il invite les populations à dénoncer, sans fard, tout agent des Forces de Sécurité dont les agissements sont contraires à l'éthique professionnelle afin qu'il réponde de son forfait. Cette mesure du Ministre-Général à l'endroit des forces de sécurité permettra de remettre dans les rangs les agents immoraux.

**Fatou Sissoko**





# Commémoration de l'anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple : Le Roi Mohammed VI annonce des grâces royales



**S**elon un communiqué du ministère marocain de la Justice, 685 personnes condamnées par divers tribunaux du Royaume bénéficieront de cette mesure exceptionnelle. De plus, 4 831 individus impliqués dans des affaires liées à la culture du cannabis pourraient également en bénéficier sous certaines conditions.

Les détails de cette clémence royale sont précisés dans le communiqué ministériel. Parmi les bénéficiaires, 548 détenus verront leur situation pénale modifiée, avec quinze bénéficiaires bénéficiant d'une remise totale de leur peine, 529 d'une réduction de peine, et quatre dont la peine perpétuelle sera commuée en une incarcération à durée déterminée.

Cette initiative dépasse le simple aspect humanitaire, s'inscrivant dans une stratégie nationale ambitieuse visant à intégrer les provinces concernées dans un développement économique et social. Elle est en cohérence avec la récente création de l'Agence marocaine de Réglementation des Activités relatives au Cannabis, qui promet un impact structurant à travers l'industrialisation, la transformation, l'exportation et l'importation de produits dérivés du cannabis à des fins médicales, pharmaceutiques et industrielles.

La mesure royale s'inscrit dans la continuité de la loi n°13.21 favorisant l'usage légal du cannabis, en accompagnant les cultivateurs vers des pratiques légales et en contribuant à la restructuration de l'industrie du cannabis

au Maroc. Son objectif est de créer une économie légale, durable et socialement responsable, offrant aux cultivateurs une protection contre les poursuites judiciaires et renforçant leur sécurité économique et sociale.

Au niveau national et international, cette grâce royale positionne le Maroc en tant que précurseur des politiques humanistes, renforçant son image de justice sociale et d'innovation politique. En encourageant les cultivateurs à des activités légales et régulées, le Maroc envoie un message fort de transformation et de résilience face aux défis contemporains, tout en contribuant à la lutte contre le trafic de drogues à l'échelle internationale.

**Arouna Sidibé**

# USA : Joe Biden soutient Kamala Harris lors de la convention d'investiture démocrate

**L**undi soir, Joe Biden a exprimé son soutien à Kamala Harris lors de la soirée d'ouverture de la convention d'investiture démocrate. Ce moment a été à la fois émouvant et significatif, marqué par les déclarations du président en exercice et candidat à sa réélection. "Je suis prêt à passer le relais", a-t-il déclaré aux journalistes avant de réaliser un bref test technique sur scène à Chicago.

La cérémonie du parti démocrate s'est déroulée sans être perturbée par des manifestations massives en faveur de la Palestine. Un ras-

semblement en milieu de journée a mobilisé quelques milliers de personnes, en deçà des attentes de certains organisateurs.

Les démocrates, qui il y a un mois envisageaient d'investir le président octogénaire en difficulté dans les sondages, se surprennent désormais à rêver d'une victoire de leur candidate de 59 ans face à Donald Trump, suite au retrait inattendu de Joe Biden le 21 juillet.

Le soulagement provoqué par ce retrait se manifeste par des témoignages d'affection envers Joe Biden, mêlés à des sentiments partagés. Si certains expriment des regrets de le voir

partir, d'autres se disent satisfaits de cette décision, estimant qu'il les retenait.

Pendant ce temps, Donald Trump a abordé son programme économique en Pennsylvanie, critiquant les projets de Kamala Harris et l'accusant sans preuve.

Le discours de Joe Biden lors de la convention revêt une dimension testamentaire, marquant la fin d'une carrière politique de près d'un demi-siècle. Il devrait mettre en avant les succès obtenus pour le pays avec la vice-présidente.

L'émotion sera à son comble si Kamala Harris le rejoint sur scène. Après son allocution, Joe Biden prévoit de partir en vacances en Californie.

En parallèle, des manifestants pro-palestiniens expriment leur colère contre la politique de soutien à Israël de l'administration Biden-Harris, lors d'un rassemblement qui n'a pas atteint l'objectif de 50 000 participants.

**Arouna Sidibé**





# Sport: Les AET renforcent les liens fraternels.

**L**es Anciens Enfants de Troupe (AET) du Prytanée Militaire de Kati (PMK) ont dans un élan de cohésion, organisé le samedi 17 août 2024, une randonnée à Missabougou. L'activité a été dirigée par le Président de l'Amicale des Anciens Élèves du Prytanée Militaire, Abou Ahmed DIALLO. Plusieurs membres ont enregistré leur présence.

C'était dans le cadre des activités du Plan Triennal 2022-2025 de l'Association des An-

ciens Élèves du Prytanée Militaire. L'objectif est de renforcer les liens et d'assurer la cohésion entre les membres.

Dans une ambiance gaie et sous la pluie, le circuit de 4 km était bien ordonné sur une route étroite et sinueuse.

Le Président de l'Association des Anciens Élèves du Prytanée Militaire, Abou Ahmed DIALLO a déclaré que leur Amicale est une as-

sociation citoyenne en République du Mali. Il a affirmé qu'elle œuvre pour toutes sortes d'activités favorisant la cohésion sociale et défendant les intérêts des AET en particulier. Le Président DIALLO a rassuré que leurs activités seront continues afin que chaque AET puisse s'y retrouver. Il a invité tous ses camarades de rester mobilisés à travers les promotions pour que le lien fraternel puisse perdurer. Selon lui, si rien n'oblige les élèves à embrasser une carrière militaire, la raison d'être du Prytanée Militaire est une histoire de famille.

L'excursion s'est terminée par des exercices et par une photo de famille.

**Sgt Filifing TRAORE**

**Source: Forces Armées Maliennes**





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Professionnellement rien ne se passe comme vous le souhaitez. Entre un directeur ronchon, des collègues de bureau exaspérés et votre manque de motivation, il est difficile de se mettre au travail. Impatiemment, vous attendez votre heure de pause.

Vous avez quelques difficultés à boucler votre budget, une dépense par-ci, une dépense par-là, vous avez l'impression de ne jamais vous en sortir. Pourtant, cher Bélier, votre vigilance commence à payer. Prochainement vous en bénéficierez.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Essayez de calmer vos ardeurs, de refréner vos réactions si vous pouvez, et les rapports entre collègues redeviendront ce qu'ils ont toujours été, c'est-à-dire apaisés et cordiaux ! Entre Uranus et le Soleil, vous avez du mal à garder le contrôle.

Avec Jupiter, vous voyez les choses de façon démesurée. Vous pourriez avoir la folie des grandeurs, et l'envie de déménager fait son chemin. Une belle maison à la campagne, pouvant accueillir toute votre famille, voilà qui serait formidable !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce à Mercure, vous aurez plus d'un tour dans votre sac. Fine mouche, vous utiliserez les éventuelles dissensions sur votre lieu de travail pour creuser votre sillon avec habileté. On vous demandera conseil, car vous garderez la tête froide.

Sur le plan financier, les tentations seront grandes. Et comme Vénus aura tendance à lever toutes vos inhibitions, vous aurez envie de faire des folies, quitte à le regretter par la suite. Par conséquent, efforcez-vous de mieux maîtriser votre carte bleue.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pour parvenir à régler un problème, vous pouvez faire appel à vos plus proches collaborateurs, en effet, la situation vous semble suffisamment complexe pour pouvoir la résoudre en solo. Vous recevez un appui de qualité. Vos talents sont reconnus.

C'est grâce aux actions de Jupiter et à votre grande force de persuasion que vous pourrez obtenir un plus gros salaire. On peut dire que la situation actuelle arrange bien vos affaires financières. Ce serait ridicule de passer à côté.



## Lion (22 juillet - 23 août)

En recherche d'emploi, il y a une issue favorable, cher Lion. Votre CV est retenu, vous pouvez vous réjouir d'avance, votre profil intéresse une entreprise de grande envergure. Présentez-vous à l'entretien et montrez-vous très confiant. La façon de placer votre argent dépend de ce que vous souhaitez en tirer. Prenez rapidement conseil auprès de votre conseiller de banque, cela vous permettra d'obtenir les bonnes informations et d'avoir les réponses à vos questions.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance au bureau est gâchée par des tensions, du fait de votre irritabilité du jour. La communication s'avère compliquée, et, malgré une belle créativité, votre travail risque d'en pâtir. Tournez le dos aux médisances et n'écoutez pas les ragots !

Votre nature généreuse est mise en avant pendant cette journée, et vous avez envie de gâter vos proches. Mais en bon économiste, vous parvenez tout de même à limiter votre budget, et vous gérez parfaitement. Aucun débordement inutile, bravo.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez du pain sur la planche, mais vous serez suffisamment stimulé pour mener vos tâches avec succès. Vous serez remarqué favorablement par votre hiérarchie. Si vous recherchez un emploi, patience, car la chance va enfin tourner de votre côté.

En priorité, vous mènerez certaines affaires financières tambour battant, mais vous risquerez d'en délaissier d'autres qui mériteraient particulièrement votre attention. Certaines personnes pourraient tenter d'en profiter pour vous doubler : soyez alerte.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas le temps de vous attarder sur les problèmes de vos collègues de travail, vous avez suffisamment à faire. Si vous désirez monter votre propre activité, pour doubler vos chances de réussite, votre projet doit être maîtrisé à la perfection.

Budgétairement, tout va très bien ! Pluton (spécialiste financier) vous permet de finaliser une affaire, vous pourriez également signer un contrat très rentable. Vous profitez d'excellentes influences, autant vous faire plaisir si vous le souhaitez.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous manquez d'organisation. Un travail désorganisé et vous voilà à vous tirer les cheveux. Des petites complications pourraient vous apporter du stress. Votre impatience vous joue des tours. Prenez votre mal en patience avant de monter au créneau.

Vos finances crient à la prudence, aujourd'hui, rien ne va comme vous le souhaitez de ce côté-là. Un point précis sur la situation est obligatoire. Faites-vous aider de votre banquier, ensemble vous devriez trouver des solutions de facilité.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre organisation légendaire est bien réelle, et vous savez ce que vous faites. Le sérieux dont vous faites preuve au travail n'a d'égal que votre détermination, mais chassez cet air vaniteux qui peut arriver, et compromettre les bonnes relations.

Vous faites tout votre possible pour parvenir à équilibrer votre budget, et vous y parvenez. Économies ou épargne, restriction, tout est fait intelligemment afin que vous ne manquiez de rien, et cela malgré votre générosité bien réelle. Vous êtes champion !



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Mercure dynamisera vos échanges avec vos collègues pour travailler efficacement. Si vous visez un emploi, vous serez acharné dans vos recherches. Vous n'attendrez pas forcément que l'on vous propose quelque chose. Vous prendrez des initiatives.

Il pourrait être question d'un prêt, d'un financement, mais vous devrez remplir plusieurs dossiers et attendre le feu vert de la banque. Un arrangement administratif pourrait vous être octroyé dans d'excellentes conditions et avantageuses pour vous.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Cher natif, sortir de votre zone de confort ne peut que vous faire du bien. Ce n'est pas sûr que jouer la carte de la sécurité vous amuse bien longtemps. Aujourd'hui, vous avez un choix à faire. Votre situation mérite grande réflexion.

De l'insouciance ou de la négligence, vous n'êtes pas suffisamment focalisé sur vos finances. C'est sûr, vous n'avez pas envie de vous encombrer l'esprit, mais votre situation financière actuelle demande un peu plus de sérieux et de vigilance.





L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1117 **Malikilé**

1592 **Malikilé**

Internationalisation et accès aux marchés de capitaux de l'industrie minière - Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

**Le Combat de Yahya Samaké**

Defence de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

1592

1117 **Malikilé**

1593 **Malikilé**

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goïta au Burkina Faso

**Renforcement de la coopération bilatérale**

1593

1117 **Malikilé**

1594 **Malikilé**

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice Internationale

**Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre**

1594

1117 **Malikilé**

1595 **Malikilé**

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale du Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

Mémoire de l'histoire / Chaguel

**Un tissu de mensonges ?**

1595

1117 **Malikilé**

1596 **Malikilé**

Crise de confiance et tensions entre le Mali et la Russie - Une Initiative de Riyad Benkhatat Assani et de l'Association Espoir en Rouge

Mali

**La rançon de la quête de souveraineté**

1596

1117 **Malikilé**

1597 **Malikilé**

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

**Pathétique Chaguel !**

1597

1117 **Malikilé**

1598 **Malikilé**

Prise de possession de l'île de Djazira - Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

**Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024**

1598

1117 **Malikilé**

1599 **Malikilé**

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Président Assimi Goïta en audience bilatérale à Moscou (SPASSI)

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

**Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?**

1599

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23